



2023-2024

RAPPORT D'ACTIVITÉS

CIDDHU.UQAM.CA

UQAM



Clinique internationale
de défense des droits humains

“ **Memoria del corazón** (Mémoire du cœur) est une murale réalisée en 2016 par l'artiste Julian Palma, et produite grâce à MU MTL conjointement à la société d'Alzheimer de Montréal. À travers une esthétique colorée et dynamique, cette œuvre à ciel ouvert illustre l'espérance, la compassion et la bienveillance humaine. Cet art rend ainsi hommage aux personnes atteintes d'Alzheimer, car si la maladie prive son porteur de ses souvenirs, elle ne le privera jamais de ses émotions et de ses sensations...

TABLE DES MATIÈRES

Mot de l'équipe d'enseignement.....	1
Présentation de la CIDDHU.....	3
Nos cohortes.....	4
Dossiers clients.....	5
• Automne 2023.....	5
• Hiver 2024.....	8
Conférences.....	11
Atelier.....	15
Balado.....	16
Prix et bourses.....	17
Témoignages.....	19
Équipe de la CIDDHU.....	22
• Direction et enseignement.....	22
• Coordination.....	24
• Équipe d'encadrement.....	25
• Case managers.....	30
Financement.....	32
Faire un don.....	33

MOT DE L'ÉQUIPE D'ENSEIGNEMENT

Chers et chères ami.e.s de la CIDDHU,

C'est avec enthousiasme que nous, les personnes enseignantes qui ont eu le plaisir d'enseigner le cours et d'accompagner deux cohortes étudiantes engagées dans leur expérience clinique, vous présentons le rapport faisant le bilan des activités de la Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQAM (CIDDHU) pour l'année académique 2023-2024.

La CIDDHU étant une « clinique internationale », l'impression a longtemps persisté que ses activités se limitent à des mandats avec des partenaires à l'étranger - comme si le droit international s'appliquait seulement ailleurs. Les mandats réalisés par les équipes étudiantes durant l'année 2023-2024 nous prouvent cependant le contraire. La moitié des équipes - six sur douze - ont travaillé avec des partenaires ici au Canada et cinq de ces mandats ont exclusivement touché à des enjeux au Québec. Que ce soient des enfants en situation de handicap, des femmes autochtones ou des personnes migrantes - le droit international des droits humains s'avère un outil indispensable dans la boîte des juristes qui s'intéressent aux droits humains, y inclut sur le sol québécois.

Les violations des droits des femmes ont encore une fois occupé une place importante dans nos activités, ayant fait l'objet du travail de six équipes sur douze cette année. Il s'agit là sans doute d'un reflet du fait que la lutte pour l'égalité des femmes est loin d'être gagnée, que ce soit ici ou ailleurs dans le monde. Une étude démontre qu'au rythme actuel, il faudra encore 131 ans pour parvenir à l'égalité des femmes à l'échelle mondiale. Les perspectives ne sont guère plus roses pour la communauté LGBTQ et les personnes migrantes, deux groupes faisant l'objet d'attaques et de discriminations particulièrement féroces en ce moment.

Nous aimerions sincèrement remercier toutes et tous les ciddhuistes ayant œuvré aux côtés de nos partenaires qui défendent les droits de ces communautés – les deux cohortes de l'année 2023-2024, tout comme les personnes encadreuses et les case-managers bénévoles. Votre engagement et votre allyship sont une source de fierté, de motivation et d'inspiration pour nous.

Je dois également des remerciements à nos partenaires institutionnels – la Fondation de l'UQAM, la Faculté de science politique et de droit, le Département des sciences juridiques et les associations étudiantes – ainsi qu'aux donateurs et donatrices qui soutiennent les activités de la CIDDHU. Merci de croire en notre mission et en l'impact de notre travail.

BONNE LECTURE !

Djemila Carron, Éloïse Ouellet-Décoste et Mirja Trilsch

PRÉSENTATION DE LA CIDDHU

La Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQAM (CIDDHU) est une activité académique menée par des équipes étudiantes sous la supervision directe d'avocat.e.s-professeur.e.s, dans le cadre de laquelle sont entreprises diverses initiatives de promotion et de protection des droits de la personne. Depuis sa création en 2005, la CIDDHU a collaboré avec plus de 80 organismes partenaires répartis sur quatre continents.



À travers ses projets, la Clinique a développé une expertise dans divers domaines d'importance, dont les droits des peuples autochtones, les droits des femmes et des enfants, les droits des personnes migrantes et réfugiées, la lutte contre l'impunité, la sanction des violences sexuelles, la lutte contre la torture ainsi que dans la défense des droits humains dans un contexte d'exploitation des ressources naturelles.

Première clinique de droit international des droits de la personne du genre au Québec et au sein de la francophonie, la CIDDHU permet aux personnes étudiantes de s'impliquer directement dans le traitement de véritables dossiers et d'ainsi acquérir une expérience pratique dans la défense des droits humains en plus de se familiariser avec les défis méthodologiques et éthiques que ce travail engagé implique. L'approche clinique, alliant la pratique à la théorie, offre une perspective nouvelle et nécessaire à la compréhension des enjeux liés à la protection des droits des personnes, des groupes et des peuples dans un contexte de mondialisation.

MANDAT

Former des personnes étudiantes à la pratique du droit international des droits de la personne par l'entremise de l'enseignement clinique et apporter un soutien juridique gratuit aux victimes de violations de droits humains et aux personnes luttant pour leur défense.

MISSION

Promouvoir les droits humains en appuyant les actions de la société civile en lien avec leur défense des droits humains à travers le monde.

NOS COHORTES



AUTOMNE 2023

HIVER 2024



DOSSIERS CLIENTS

AUTOMNE 2023

QUÉBEC: RAPPORT EXPLORATOIRE POUR UNE ÉDUCATION INCLUSIVE DES ÉLÈVES HDAA

Le mandat, confié par la Ligue des droits et libertés, consistait à rédiger un rapport exploratoire sur le droit à l'éducation inclusive des élèves en situation de handicap ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (HDAA) dans le système éducatif québécois. Plus particulièrement, le rapport aborde la réalité des élèves HDAA en bris de scolarisation, situation qui représente une conséquence du caractère discriminatoire du système éducatif québécois. L'équipe de la CIDDHU a donc rédigé un rapport exploratoire sous l'angle du droit à l'éducation inclusive prévu par la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH).

NUNAVIK: CONDITIONS DE DÉTENTION DES PERSONNES PRÉVENUES INUIT À LA LUMIÈRE DES NORMES INTERNATIONALES

Le mandat, confié par la Nunavik Civil Liberties Association (NCLA), visait à produire un rapport de recherche axé sur les conditions de détention des personnes prévenues inuit dans les postes de police au Nunavik. Ce rapport visait à identifier les normes internationales applicables à la situation des personnes prévenues au Nunavik relativement aux conditions matérielles de détention ainsi que l'utilisation possible de ces normes en droit interne. Pour ce qui est du droit international, l'équipe a orienté ses recherches vers différents instruments portant sur les conditions de détention. En ce qui concerne les recherches sur le droit interne, l'équipe a rédigé des fiches sommaires sur les décisions judiciaires principales traitant des Règles Mandela et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques afin de déterminer comment ces textes sont utilisés en droit canadien.

DOSSIERS CLIENTS

AUTOMNE 2023

BÉNIN ET CÔTE D'IVOIRE : DÉFRICHAGE DES MÉCANISMES DE PLAIDOYER ET DES NORMES INTERNATIONALES DE PROTECTION DES DROITS LGBTQI

Le mandat, confié par l'Alliances internationale francophone pour l'égalité et les diversités (Égides), visait à défendre et promouvoir les droits humains de la communauté LGBTQI par la rédaction de fiches techniques. Plus particulièrement, celles-ci consistaient en un travail de vulgarisation qui permettra ultimement à deux organisations non gouvernementales, partenaires d'Égides, de rédiger un plaidoyer international. Le but de ces fiches techniques était d'identifier les conventions internationales applicables en cas de discrimination relativement au droit à la santé, à l'éducation, à l'emploi et au logement ainsi que de présenter succinctement les différents mécanismes de plaidoyer possibles au niveau régional et international.

HAÏTI: PLAINTÉ INDIVIDUELLE À LA COUR INTERAMÉRICAINÉ DES DROITS DE L'HOMME

Le mandat confié par une organisation non gouvernementale haïtienne de protection des droits des femmes consistait à continuer la préparation d'un mémoire qui sera soumis à la Cour interaméricaine des droits de l'Homme dans le cadre d'une plainte individuelle. Le mandat de l'équipe lors de la session d'automne 2023 était de mettre à jour la recherche et de parfaire l'argumentaire. Plus particulièrement, l'équipe a mis à jour le contexte sociopolitique et elle a approfondi les arguments juridiques sur les mesures de réparations demandées à la Cour et sur le droit à la santé.

DOSSIERS CLIENTS

AUTOMNE 2023

HONDURAS : LE PRINCIPE DE LÉGALITÉ POUR UNE MEILLEURE PROTECTION DES DROITS HUMAINS

Le mandat consistait en la rédaction d'une note de service en espagnol afin de soutenir le plaidoyer du partenaire, Avocats Sans Frontières (ASF), dans le cadre de sa mission au Honduras. La note de service traitait notamment de l'obligation de l'État d'interpréter les normes internes en cohérence avec les obligations conventionnelles. L'équipe a alors défini le principe de légalité, exposé les risques de sa violation, s'est appuyée sur les décisions de la Cour interaméricaine des droits de l'homme et a effectué une étude comparative avec le Mexique et le Guatemala. L'objectif était d'assurer une application valide et intégrale du principe de légalité au Honduras, en faveur de la protection des droits humains. À terme, ce rapport devrait servir à appuyer les partenaires et alliés d'ASF dans l'analyse et la défense de certains cas en cours.

CÔTE D'IVOIRE : RAPPORT PARALLÈLE SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES ENFANTS

Dans le cadre de l'Examen périodique universel de la Côte d'Ivoire en mars 2024, une équipe de la CIDDHU a rédigé un rapport parallèle en collaboration avec le Réseau ivoirien de Défense des Droits des Enfants et des Femmes (RIDDEF). Le rapport met en évidence les diverses violations des droits humains en Côte d'Ivoire. Il soulève plusieurs enjeux, notamment la traite des enfants et des femmes, les violences domestiques ainsi que la faible représentativité des femmes au sein de la fonction publique. Afin de pallier ces violations, le rapport parallèle propose plusieurs recommandations spécifiques aux défis relatifs à la défense et la promotion des droits des enfants et des femmes en Côte d'Ivoire.

DOSSIERS CLIENTS

HIVER 2024

CANADA: L'INCARCÉRATION DES FEMMES AUTOCHTONES LOIN DE LEUR MILIEU DE VIE

Le premier volet du mandat, confié par la Nunavik Civil Liberties Association (NCLA), visait à produire un rapport de recherche sur les normes internationales entourant la détention des femmes autochtones loin de leur milieu de vie habituel et de leur famille. Le second volet du mandat, confié par le Centre d'amitié autochtone de Lanaudière, avait comme objectif de produire un rapport de recherche exposant la situation de l'éloignement des femmes autochtones détenues de leur milieu de vie et le met en relation avec les normes juridiques canadiennes sur le sujet. Une demande d'accès à l'information a été déposée pour recueillir des statistiques pour mieux saisir l'ampleur de la problématique.

QUÉBEC: UN SYSTÈME ÉDUCATIF DISCRIMINATOIRE ENVERS LES ÉLÈVES HDAA

Le mandat confié par la Ligue des droits et libertés consistait à produire un rapport parallèle dans le cadre de l'examen du Canada devant le Comité des droits des personnes handicapées des Nations Unies, en se basant sur un rapport exploratoire réalisé par une équipe à l'automne 2023. Ce rapport parallèle présente les enjeux relatifs aux bris de scolarisation des élèves en situation de handicap ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (HDAA) au Québec, en étudiant les engagements internationaux issus de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Le rapport dénonce le caractère discriminatoire du système éducatif québécois à l'endroit des élèves HDAA et formule des recommandations concrètes au gouvernement pour pallier aux situations de bris de scolarisation.

DOSSIERS CLIENTS

HIVER 2024

CÔTE D'IVOIRE: DOCUMENTATION SUR LES GROSSESSES PRÉCOCES OU EN MILIEU SCOLAIRE

Bien que de nombreux programmes et initiatives existent en Côte d'Ivoire afin de lutter contre les grossesses précoces ou en milieu scolaire, ce phénomène reste encore très fréquent. Préoccupé par ce taux élevé, le Réseau Ivoirien pour la Défense des Droits de l'Enfant et de la Femme (RIDDEF) a demandé à la CIDDHU de produire un rapport documentant cette situation. L'objectif était d'analyser et de relever les limites de certaines initiatives mises en place par l'État ainsi que par les acteurs privés et d'analyser les bonnes et mauvaises pratiques dans la région pour enfin fournir des recommandations en tenant compte du cadre juridique national, régional et international. Le rapport vise à outiller le RIDDEF dans ses activités de plaidoyer pour la réduction des grossesses précoces ou en milieu scolaire et ainsi promouvoir les droits à la santé sexuelle et reproductive des jeunes en Côte d'Ivoire.

HAÏTI: PLAINTÉ INDIVIDUELLE À LA COUR INTERAMÉRICAINÉ DES DROITS DE L'HOMME

Le mandat confié par une organisation non gouvernementale haïtienne de protection des droits des femmes consiste à continuer la préparation d'un mémoire qui sera soumis à la Cour interaméricaine des droits de l'Homme. Ce mémoire concerne une plainte individuelle portant sur un cas de violence sexuelle. Le mandat de l'équipe lors de la session d'hiver 2024 consistait à continuer la mise à jour de la recherche et de l'argumentaire. Plus particulièrement, l'équipe a modifié le document afin qu'il corresponde aux exigences formelles de la Cour. Elle a mis à jour le dossier concernant le cadre juridique interne et a approfondi les arguments relatifs aux questions de genre, au droit à la santé et aux mesures de réparations qui pourraient être demandées à la Cour.

DOSSIERS CLIENTS

HIVER 2024

ENTREPRISE MINIÈRE CANADIENNE EN COLOMBIE: VIOLATIONS ALLÉGUÉES EN DROIT DU TRAVAIL

Le mandat confié par le Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC) consistait à explorer les mécanismes internationaux à mobiliser en cas de violations alléguées en droit du travail par une entreprise minière canadienne en sol colombien. Les principaux enjeux concernaient la liberté syndicale, la protection des droits des salariés en cas de sous-traitance et en cas de liquidation de l'entreprise, le non-respect de la convention collective et l'administration du travail par l'État. L'équipe de la CIDDHU a opté pour l'étude de deux mécanismes de l'Organisation internationale du travail (OIT), de l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la Colombie (ACTCCO) et des Principes directeurs pour les entreprises multinationales de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), tout en formulant des recommandations et des pistes de réflexion en la matière.

QUÉBEC: OBLIGATIONS INTERNATIONALES EN MATIÈRE DE REGROUPEMENT FAMILIAL

Le mandat confié par le collectif Québec Réunifié visait la rédaction d'une note de recherche dont l'objectif était d'analyser les obligations internationales de l'État canadien en matière de regroupement familial. Le mandat impliquait entre autres une sélection de témoignages et de rapports de santé mentale permettant d'appuyer les manquements aux engagements énoncés dans les instruments internationaux contraignants pour le Canada. Ce projet fut réalisé dans l'optique de fournir un nouvel angle d'approche pour sensibiliser le gouvernement, les médias et l'opinion publique à l'importance d'une réduction des délais de parrainage pour la catégorie du regroupement familial au Québec ainsi qu'aux préjudices subis par toutes les personnes impliquées et, plus directement, les personnes parrains et parrainées.

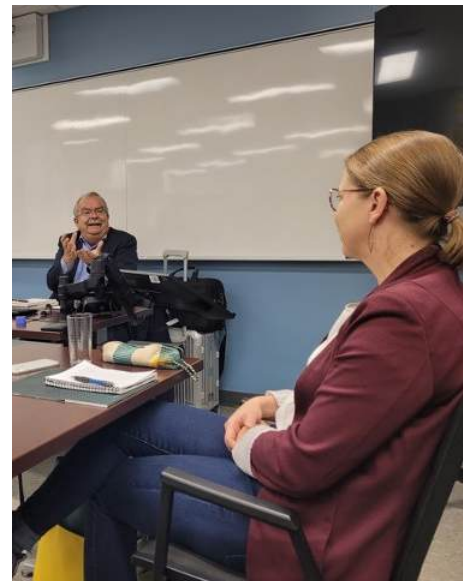
CONFÉRENCES

AUTOMNE 2023

LE CONFLIT À GAZA ET EN ISRAËL : DÉFIS POUR LE DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE ET QUELQUES RÉPONSES



La CIDDHU a eu le plaisir de recevoir M. Marco Sassòli, professeur de droit international public à la Faculté de droit de l'Université de Genève et professeur associé à l'UQAM, pour discuter du conflit à Gaza et en Israël, dans le cadre d'une conférence animée par Me Éloïse Ouellet-Décoste, enseignante à la CIDDHU. Le Pr Sassòli a présenté en détail les grands défis juridiques du droit international humanitaire dans la situation israélo-palestinienne, notamment par rapport à l'aide humanitaire, au délai d'évacuation et à la transparence de l'information. La conférence fut suivie d'une discussion enrichissante entre le professeur et les personnes participantes, abordant entre autres les aspects controversés du conflit ainsi que l'apport de l'opinion publique internationale.



CONFÉRENCES

AUTOMNE 2023

RESPONSES BY THE AFRICAN REGIONAL HUMAN RIGHTS SYSTEM TO CONTEMPORARY HUMAN RIGHTS CHALLENGES

Conférence-midi CIDDHU

DROITS DÉFENSEURS SENSIBILISATION RESPONSABILITÉ SOCIALE SOCIÉTÉ CIVILE

Prof Frans Viljoen

28 novembre 2023, 12h45
W-2235

Responses by the African regional human rights system to contemporary human rights challenges

Animation : Bernard Duhaime

UQAM | Clinique internationale de défense des droits humains

UQAM | Institut d'études internationales de Montréal

Frans Viljoen est le directeur sortant du Centre pour les droits de l'Homme à la Faculté de droit de l'Université de Prétoria, en Afrique du Sud. Le 28 novembre 2023, dans le cadre d'une conférence-midi orchestrée par la CIDDHU, il a discuté avec les personnes participantes des défis contemporains rencontrés par le système africain de défense des droits humains. Lors de sa conférence, il a expliqué le contexte dans lequel le système africain de défense des droits humains a pris forme, ses particularités ainsi que la nature des droits humains qui s'y manifestent de façon distincte. M. Viljoen a notamment traité de la justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels, des droits sexuels et reproductifs et des droits LGBTQIA+. Il a également soulevé plusieurs défis du système régional tels que le manque de coordination au sein de la société civile, l'impact des mercenaires et la privatisation des services.

CONFÉRENCES

AUTOMNE 2023

LES MIGRATIONS CLIMATIQUES ET LA RESPONSABILITÉ DES ÉTATS POLLUANTS

Dans cette conférence donnée le 13 novembre 2023, Dre Ndeye Dieynaba Ndiaye, professeure au Département des sciences juridiques de l'UQAM, Me Guillaume Cliche-Rivard, avocat en droit de l'immigration et député du parti Québec Solidaire, et Frédérique Bordeleau, étudiante en droit, ont discuté des défis de la diplomatie migratoire. Ces spécialistes ont traité de la responsabilité d'accueil des personnes en situation migratoire pour les États polluants, comme le Canada. Plusieurs enjeux ont été soulevés, notamment ceux liés aux déplacements de population causés par les changements climatiques ainsi que l'absence de statut et de terminologie juridique pour les réfugié.e.s climatiques.

Cet événement fut le fruit d'une collaboration entre la Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQÀM, Pro Bono UQAM, le Comité de droit de l'environnement de l'UQÀM et le Comité sur le droit de l'immigration de l'UQÀM.



CONFÉRENCES

AUTOMNE 2023

LE SYSTÈME INTERAMÉRICAIN DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS : AVANCÉES RÉCENTES ET OPPORTUNITÉS POUR LE CANADA



Le 13 décembre 2023, la CIDDHU et l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM) ont eu le privilège de recevoir Margarete May Macaulay, Présidente de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, Bernard Duhaime, Professeur à l'UQAM et Marie-Christine Doran, Professeure à l'Université d'Ottawa. La conférence portait sur les avancées récentes et les opportunités pour le Canada dans le Système interaméricain de protection des droits humains (SIDH). À cette occasion, la Commissaire Margarete May Macaulay a souligné l'importance d'un rapprochement entre le Canada et le SIDH en invitant la société civile canadienne à s'impliquer davantage dans ce système. La ratification par le Canada de la Convention américaine relative aux droits de l'homme a également été recommandée afin d'accroître sa participation dans le système régional.

ATELIER

HIVER 2024

ATELIER DE TRAVAIL SUR LA SOUMISSION DE RAPPORTS PARALLÈLES AU COMITÉ DES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS DES NATIONS UNIES



UNE STRATÉGIE À INVESTIR
Soumettre un rapport au Comité des droits économiques, sociaux et culturels

COMRADES
COMMUNAUTÉ DE RECHERCHE-ACTION SUR
LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Le 31 mai 2024, la Professeure Mirja Trilsch a donné, conjointement avec la Professeure Lucie Lamarche, Nicole Filion et Stéphane Vigneault, un atelier de travail sur la soumission de rapports parallèles au Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies. L'objectif de cet atelier était de proposer un après-midi d'échanges pour investir la mobilisation autour d'une stratégie concrète, permettant d'amplifier les voix de la société civile et les leviers d'action au niveau national. L'événement s'adressait aux personnes souhaitant se doter d'un outil pour faire progresser des revendications, notamment en matière de droits au logement, à la santé, à la sécurité sociale, à l'alimentation suffisante ou à l'éducation. L'atelier a présenté la marche à suivre et les exigences onusiennes pour soumettre des rapports parallèles: le fonctionnement, les étapes, le calendrier. Cette présentation a été suivie des retours d'expériences vécues par la Ligue des droits et libertés et d'un témoignage sur la stratégie actuelle du mouvement École ensemble.

BALADO

PRINTEMPS 2024

50 ANS POUR LA JUSTICE SOCIALE : S'ENGAGER POUR LA JUSTICE AVEC LES CLINIQUES JURIDIQUES DU DSJ



 le balado

À l'occasion du 50e anniversaire du Département des sciences juridiques (DSJ) de l'UQAM, le balado « 50 ans pour la justice sociale » a été lancé. Ce balado propose des entrevues inspirantes avec des membres de la communauté élargie du DSJ qui cherchent à faire une différence dans leur milieu à travers l'enseignement, la recherche, l'engagement social et la collaboration.

Deux membres de l'équipe permanente de la CIDDHU, Mirja Trilsch et Myriam Pigeon, ont participé au premier épisode du balado, enregistré au printemps 2024. Cet épisode plonge au cœur des activités cliniques du Département des sciences juridiques afin de découvrir le travail de Mme Trilsch, directrice de la CIDDHU, et de Djemila Carron, qui dirige la CliniX, une clinique de justice sociale spécialisée dans les questions de genre et de sexualité. L'épisode est co-animé par Myriam Pigeon et Clara Landry, respectivement coordonnatrices de la CIDDHU et du Réseau nationales d'étudiant/es Pro Bono de l'UQAM.

Ce balado explore en détail l'impact essentiel des activités cliniques pour l'accès à la justice en analysant les mandats, les formes d'engagement des personnes étudiantes et l'implication des organismes communautaires partenaires, ainsi qu'en mettant de l'avant des dossiers significatifs des dernières années. Le balado a été mis en ligne en août 2024 sur le site web de l'UQAM.

PRIX ET BOURSES

BOURSE-STAGE DE LA BANQUE SCOTIA ET L'INSTITUT D'ÉTUDES INTERNATIONALES DE MONTRÉAL (IEIM)



Chaque année, la Banque Scotia et l'**Institut d'études internationales de Montréal (IEIM)** décernent des bourses-stages aux personnes étudiantes inscrites dans un programme en études internationales à l'UQÀM. Ces bourses-stages permettent aux personnes étudiantes de développer de l'expertise dans le domaine de la recherche scientifique tout en contribuant à l'organisation d'événements académiques sous l'une des unités constituantes de l'IEIM. Cette année, **Marjolaine Bougie**, case manager à la CIDDHU et étudiante au baccalauréat en droit, a obtenu une bourse-stage, ce qui lui a permis de réaliser un stage à la CIDDHU au courant de l'année 2024.

Félicitations Marjolaine et merci pour ton implication à la CIDDHU!

PRIX ET BOURSES

PRIX NATASHA BINSSE-MASSE

Le prix **Natacha Binsse-Masse** vise à récompenser une personne étudiante pour son engagement social dans la défense des droits et libertés.

Cette année, **Myriam Pigeon** a remporté ce prix notamment pour son engagement auprès de la CIDDHU. Il lui a été décerné lors de la soirée Reconnaissance du Département des sciences juridiques!



Félicitations, Myriam!

PRIX SOULIGNANT L'IMPLICATION DANS LES CLINIQUES JURIDIQUES

Le prix **Implication Cliniques Juridiques** vise à récompenser une personne étudiante pour son engagement dans différentes cliniques universitaires au sein de l'UQAM.

Cette année, **Mélanie Walter** a remporté ce prix pour son implication à la CIDDHU en 2022 et pour sa participation à la CliniX en 2023. Il lui a été décerné lors de la soirée Reconnaissance du Département des sciences juridiques!

Mélanie a obtenu son baccalauréat en droit en 2023 et poursuit actuellement des études de droit international à la maîtrise.

Félicitations, Mélanie!

TÉMOIGNAGES

EXPÉRIENCES CLINIQUES AU SEIN DE L'UQÀM

Pendant mon parcours universitaire à l'UQAM, j'ai eu l'opportunité de participer à deux cliniques juridiques; la Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQAM (CIDDHU) et la Clinique de justice sociale (CliniX). Les expériences et compétences que j'y ai développées ont profondément marqué mon approche du droit et ont renforcé mon engagement envers la justice sociale.

Le mandat qui m'a été attribué à la CIDDHU portait sur la mise en place d'une formation pour une dizaine d'organismes de défense des droits LGBTQI+ en République Démocratique du Congo et au Cameroun. Il s'agissait de soutenir les partenaires locaux dans leurs démarches visant à aligner leur législation nationale respective avec les normes internationales en matière de droits des personnes issues de la pluralité sexuelle et de genre. J'ai été amenée à collaborer étroitement avec ces organismes, adoptant une approche horizontale pour comprendre leurs besoins et élaborer des stratégies juridiques efficaces.

Cette expérience m'a appris à utiliser le droit comme levier de transformation sociale tout en aspirant à décentrer la pratique du droit d'une vision strictement occidentale. J'ai également eu l'opportunité de développer des capacités communicationnelles qui se sont ensuite révélées très utiles à mon parcours académique et professionnel.



Dans la continuité de cet engagement, j'ai intégré la Clinix en automne de l'année 2023. Notre équipe a été mandatée pour collaborer avec la Coalition d'aide à la diversité sexuelle de l'Abitibi-Témiscamingue.

Pour soutenir la Coalition dans ses démarches auprès des institutions scolaires, nous avons élaboré une note de recherche mobilisant divers instruments juridiques dans l'objectif de donner un fondement légal solide aux exigences d'accommodements que pourraient présenter les adolescent.e.s LGBTQI+. Cette expérience m'a permis d'explorer le droit de manière plus critique et nuancée, en réfléchissant à son rôle dans l'action militante. Ces expériences m'ont permis de grandir en tant que juriste et militante, me donnant les outils nécessaires pour aborder les défis complexes avec une vision plus inclusive et critique.

cliniX

Elles m'ont également amenée à réfléchir à ma place dans la société et à l'importance d'une approche juridique sensible à la pluralité des expériences du droit qui accompagne la diversité des positions sociales. En conclusion, ces cliniques juridiques ont été des moments clés de mon parcours académique, me permettant de mettre en pratique mes compétences juridiques tout en contribuant à l'avancement de causes importantes. Je suis reconnaissante envers Mirja Trilsch et Djemila Carron, qui ont encadré mes contributions et ont renforcé mon engagement pour la justice sociale.

Mélanie Walter

UNE CARRIÈRE EN DIPLOMATIE POUR UNE ANCIENNE DE LA CIDDHU

Mon passage à la Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQAM (CIDDHU) a certainement été parmi les expériences les plus marquantes de mon parcours universitaire.

J'y ai découvert une véritable passion pour le travail de défense des droits humains et cela m'a menée à travailler avec des organisations œuvrant dans ce domaine à la fin de mon baccalauréat.

Le cumul de ces expériences professionnelles, académiques et bénévoles m'a aujourd'hui permis d'entamer une nouvelle vocation dans les services extérieurs canadiens d'Affaires mondiales Canada (AMC). Rejoindre les services extérieurs canadiens d'AMC, c'est s'engager à passer la moitié de sa carrière dans l'une des représentations canadiennes à l'étranger.

Après ma première affectation, qui a lieu à Ottawa pour des fins de formation, j'aurai la chance de postuler pour un premier mandat outre-mer. C'est avec beaucoup d'humilité et d'excitation que j'envisage ce départ et que je prépare mon plan de carrière. Représenter les intérêts nationaux canadiens outre-mer et travailler pour la fonction publique est un véritable honneur.

Mon affectation actuelle, ainsi que celles futures, traiteront de politique étrangère et miseront sur la diplomatie bilatérale et multilatérale pour faire avancer les intérêts canadiens. En effet, je suis dans le Service de la politique étrangère et de la diplomatie (SPED).

Si le cœur m'en dit, j'aurai l'opportunité plus tard dans ma carrière d'explorer l'une des trois autres filières des services extérieurs : la filière du commerce international et des services des délégués commerciaux, la filière de gestion et des affaires consulaires, ou la filière d'aide internationale.



La promotion des intérêts et des valeurs du Canada étant l'ultime objectif des services extérieurs, les enseignements de la CIDDHU me serviront certainement tout au long de ma carrière. En effet, nous avons la chance de vivre dans un pays démocratique qui promeut la défense des droits humains, ici et ailleurs.

Jovana Mojovic

ÉQUIPE DE LA CIDDHU

Direction et enseignement



Mirja Trilsch

Directrice

Mirja Trilsch est la directrice de la CIDDHU depuis 2011. Elle est professeure au Département des sciences juridiques de l'UQAM où elle enseigne le droit constitutionnel et le droit international des droits de la personne. Détentrice d'une maîtrise (LL.M.) en droit international et comparée des droits humains de l'Université McGill, elle a obtenu son doctorat de l'Université de Düsseldorf, sa thèse portant sur la justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels.

La Pr Trilsch a collaboré avec de nombreuses organisations de défense des droits humains et a notamment dirigé plusieurs rapports parallèles destinés aux comités onusiens. Elle est actuellement co-chercheuse sur le projet COMRADES (Communauté de recherche-action sur les droits économiques et sociaux) financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Depuis le 1er juin 2023, elle assume également la direction du Département des sciences juridiques de l'UQAM.



Djemila Carron

Personne professeure

Djemila Carron est professeur.e au Département des sciences juridiques de l'UQÀM où iel enseigne notamment à la CIDDHU avec la professeure Mirja Trilsch. Iel est également à la direction de la Clinique de justice sociale de l'UQÀM (cliniX). Après des études de droit à Genève, Moscou et Cambridge (USA), iel réalise un LL.M. à la Columbia Law School où iel s'investit dans la Human Rights Clinic. Iel est également titulaire d'un doctorat en droit international humanitaire de l'Université de Genève. Avant de rejoindre l'UQÀM, Djemila Carron a co-créé et co-dirigé la Law Clinic sur les droits des personnes vulnérables de l'Université de Genève puis la Applied Human Rights Clinic, qui réunissait des étudiant.es en droit de Genève, Nairobi et du camp de réfugiés de Kakuma au Kenya. Ses intérêts de recherche portent sur l'enseignement du droit ainsi que les approches de genres et sexualités en droit.

Chargée de cours

Me Éloïse Décoste s'est jointe à l'équipe d'enseignement de la CIDDHU à titre de chargée de cours à l'automne 2022. Elle est également candidate au Département des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM), où elle travaille sur la réparation des violations des peuples autochtones du Canada à la lumière des standards de droit international, ainsi que boursière de la Fondation Pierre Elliott Trudeau et du Fonds de recherche du Québec. Antérieurement, Me Décoste a travaillé pour la division juridique du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) de même que pour le bureau du Rapporteur spécial sur la liberté d'expression de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme. Me Décoste est titulaire d'un LL.M. *summa cum laude* de la Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights et d'un baccalauréat bijuridique de l'Université McGill. Elle est membre du Barreau du Québec.



Éloïse Ouellet-Décoste

Coordination

Coordonnatrice

Diplômée du baccalauréat en relations internationales et droit international (2021), Myriam complète actuellement son baccalauréat en droit à l'UQÀM. En tant qu'étudiante à la CIDDHU à l'automne 2020, elle a participé à la rédaction d'un amicus curiae portant sur les normes interaméricaines des droits humains en matière d'accès à la justice dans un contexte de corruption. Passionnée par la défense des droits humains, Myriam a travaillé comme conseillère juridique volontaire au Honduras avec Avocats sans frontières Canada et fait aujourd'hui partie du groupe de travail sur les droits sexuels et reproductifs de l'Association nationale Femmes et Droit. Myriam est impliquée à la CIDDHU depuis 2021, d'abord comme case manager et maintenant à titre de coordonnatrice.



Myriam Pigeon



Valérie Bouchard

Coordonnatrice des activités cliniques

Valérie Bouchard est juriste et attachée d'administration pour le Département des sciences juridiques de l'UQAM. À ce titre, elle coordonne les activités dites « expérientielles », dont les cliniques juridiques. C'est pour cette raison qu'elle a l'honneur et le bonheur de joindre l'équipe de la CIDDHU. Valérie est par ailleurs chargée de cours et enseigne la méthodologie du droit, la méthodologie de la recherche, l'interprétation des lois, la propriété intellectuelle de même que des cours de vulgarisation du droit à des non-juristes dans d'autres départements ou facultés.

Équipe d'encadrement

Louisa Heniche est diplômée du baccalauréat en droit à l'UQAM (2021) et du baccalauréat en relations internationales et droit international (2019). Elle a participé à la CIDDHU à titre d'étudiante à l'hiver 2018, avec comme mandat l'élaboration d'un guide sur le Système interaméricain de protection des droits de l'Homme. Depuis son implication auprès de la CIDDHU, Louisa a occupé un emploi en tant qu'assistante de recherche en droit de l'immigration dans un cabinet d'avocats. Elle a également participé à l'édition 2019/2020 du concours en droit international public Charles Rousseau. Elle a poursuivi son implication au sein de la CIDDHU à titre de case-manager tout en s'impliquant auprès du Projet Innocence. Actuellement, Louisa est avocate criminaliste.



Louisa Heniche



Justine Lalonde

Me Justine Lalonde est diplômée du baccalauréat en relations internationales et droit international de l'UQAM (2019). Elle a participé à la CIDDHU en tant qu'étudiante à l'automne 2018 en travaillant sur le rôle des organisations nationales des droits de l'Homme dans la prévention des violences basées sur le genre. Elle complète par la suite une session à la University of Helsinki. De retour à Montréal, elle entame le baccalauréat en droit à l'UQAM (2021). Ses intérêts principaux sont les violences sexuelles et conjugales ainsi que les droits et libertés fondamentaux de la personne. À l'automne 2020, elle retrouve la CIDDHU en tant que case manager et en devient la coordonnatrice pour l'année 2021. Elle a réalisé son stage du Barreau au Tribunal des droits de la personne du Québec auprès de l'honorable Madeleine Aubé (J.C.Q.) et y a été engagée après son assermentation à titre d'avocate.

Olivia Malenfant



Olivia Malenfant est diplômée du baccalauréat en droit et du baccalauréat en relations internationales et droit international de l'UQAM. Elle a participé à la CIDDHU à l'automne 2018 en travaillant sur un projet qui visait à documenter les pratiques policières afin d'obtenir une meilleure compréhension de la situation des femmes autochtones disparues ou assassinées à Montréal. Elle est membre du Barreau du Québec et avocate en litige au sein du cabinet Arsenault Dufresne Wee Avocats depuis 2022. Elle travaille principalement sur des dossiers d'agression sexuelle et de brutalité policière, notamment sur des actions collectives contre des congrégations religieuses et des diocèses pour indemniser des personnes victimes d'agressions sexuelles.



Léa Lemay-Langlois

Léa Lemay Langlois est diplômée du baccalauréat en droit et du baccalauréat en relations internationales et droit international de l'UQAM. Elle détient également une maîtrise en droit international des droits humains de l'Université Notre Dame aux États-Unis, qu'elle a complétée à titre de double boursière Fulbright et John Peters Humphrey. Me Lemay Langlois pratique auprès d'un cabinet d'avocat.es spécialisé.es en droit des peuples autochtones à Montréal. Auparavant, elle a travaillé au sein de diverses organisations académiques et de la société civile, notamment en tant que conseillère juridique en droits humains au Guatemala.

Me Julie Carlesso est détentrice d'un baccalauréat en journalisme de l'UQÀM, d'un baccalauréat en droit de l'UdeM et d'une maîtrise en droit international et politique internationale de l'UQÀM. Elle est associée en litige chez Norton Rose Fulbright Canada, à Montréal. Elle a auparavant travaillé à titre d'auxiliaire juridique à la Cour suprême du Canada auprès de l'Honorable Richard Wagner. Elle a, en outre, été impliquée à titre d'étudiante dans l'affaire Nadège Dorzema et al, portée devant la Cour interaméricaine des Droits de l'Homme et pour laquelle la République dominicaine a été condamnée pour plusieurs violations des droits de la personne. Me Carlesso a aussi été coordonnatrice de la CIDDHU et a effectué, dans le cadre de sa maîtrise, un stage juridique à la Commission interaméricaine des Droits de l'Homme à Washington, D.C.

Julie Carlesso



Noémie Boivin



Noémie Boivin est stagiaire postdoctorale à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke et coordonnatrice du Laboratoire pour la recherche critique en droit. Elle détient un doctorat en droit de la Benemérita Universidad Autónoma de Puebla, une maîtrise en droit de l'Université du Québec à Montréal et un baccalauréat en relations internationales et droit international de cette même université. Elle a été doctorante invitée à l'École de droit de Sciences Po Paris et chercheure invitée au Colegio de la Frontera Sur (San Cristóbal/Tapachula, Mexique). Noémie s'intéresse aux catégories juridiques de la migration internationale, à l'intersection entre les systèmes d'immigration et d'asile, à la perspective décoloniale et à l'ethnographie juridique en contexte mexicain. Sa recherche doctorale, financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, a exploré la dichotomie entre régularité et irrégularité migratoire dans le cas de femmes étrangères à la frontière sud du Mexique (Tapachula). Son projet postdoctoral s'intitule : Contention humanitaire de la migration irrégulière: ethnographie juridique en territoires de transit au Mexique.

Me Maximilien Dion a travaillé pendant plus de 10 ans dans le milieu cinématographique avant de réorienter sa carrière. Il est diplômé du baccalauréat en droit de l'UQAM. Il participe comme étudiant à la CIDDHU aux deux sessions de 2018 avant de s'impliquer à nouveau à la Clinique, cette fois comme coordonnateur. Il s'intéresse particulièrement aux luttes pour l'émancipation des peuples ainsi que pour un meilleur accès à la justice pour toutes et tous. Il exerce aujourd'hui sa pratique en protection du territoire agricole et renouvelle son engagement auprès de la CIDDHU, maintenant comme encadreur.

Maximilien Dion



Stéphanie Bernstein Ad. E. est professeure au Département des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal depuis 2003. Elle enseigne en droit national, comparé et international du travail. Ses activités de recherche sont centrées sur les enjeux des multiples formes de précarisation du travail en droit national et comparé. Elle participe depuis de nombreuses années à des projets de recherche et de formation avec des organisations syndicales et des groupes communautaires de défense des droits des travailleuses et travailleurs en situation de précarité. Elle a également été associée chez Ouellet, Nadon et Associés à Montréal, un bureau spécialisé en droit social et du travail, de 1996 à 2009, et a été membre du Tribunal des droits de la personne du Québec à titre d'assesseuse de 1998 à 2003.

Stéphanie Bernstein



Marc Perron



Me Perron s'est joint à l'équipe de la CIDDHU en tant qu'avocat et chargé de cours en 2010. Il est membre du Barreau du Québec depuis 1987 et il est avocat sénior litige au cabinet Therrien Couture. Ancien étudiant de la CIDDHU (2008), il a participé à la rédaction d'un rapport sur la situation de l'enregistrement des naissances et le droit à l'éducation à travers le monde, qu'il a eu la chance de présenter devant le Comité des droits de l'enfant à Genève en septembre 2008. Il exerce sa pratique en litige commercial. Il enseigne le droit de la preuve civile à l'école du Barreau du Québec à Montréal.

Diplômée du baccalauréat en relations internationales et droit international de l'UQAM (2019) et d'une maîtrise en développement international et mondialisation avec spécialisation en études féministes à l'Université d'Ottawa (2022), Juliette travaille aujourd'hui en équité, diversité et inclusion, particulièrement dans le milieu de la recherche et de la santé. Elle a participé à la CIDDHU comme étudiante en 2018, puis comme case-manager en 2019 et en 2020 sur des projets cherchant à faire valoir les droits de groupes marginalisés au Canada et au Honduras. Elle a effectué un stage en Colombie en 2018 sur un projet de renforcement communautaire d'une organisation féministe dans une région fortement impactée par le conflit armé, puis a travaillé comme conseillère en égalité de genre pour le CECI en Bolivie. Juliette s'implique aujourd'hui dans des organismes montréalais œuvrant dans la lutte contre la violence basée sur le genre.

Juliette Strohbach



Case managers



Marjolaine Bougie

Marjolaine est diplômée du baccalauréat en relations internationales et droit international (2023) et complète actuellement un baccalauréat en droit à l'UQÀM. Elle a participé à la CIDHHU en tant qu'étudiante à l'automne 2022, en corédigeant un rapport parallèle en vue du quatrième Examen périodique universel du Canada. Ce rapport mettait en lumière les violations des droits de la personne découlant de la pénurie de logements convenables au Nunavik comme produit de la discrimination systémique envers les Inuit. À l'hiver 2023, elle a effectué un semestre d'étude à l'Universitat Ramon Llull à Barcelone et c'est à son retour d'Europe qu'elle a entamé le baccalauréat en droit. Marjolaine s'est à nouveau impliquée à la CIDDHU au cours de l'année 2023-2024, cette fois en tant que case manager. Elle a pu travailler sur deux mandats portant sur des enjeux relatifs aux droits des peuples autochtones avec la Nunavik Civil Liberties Association et le Centre d'amitié autochtone de Lanaudière.



Alexandra Chartier

Détentriche d'un baccalauréat en relations internationales et droit international de l'UQAM, Alexandra Chartier étudie présentement le droit, toujours à l'UQAM. Ayant participé à la CIDDHU en tant qu'étudiante en 2021, l'expérience clinique a alimenté son désir d'utiliser le droit comme outil d'émancipation et de lutte vers la justice sociale. À l'hiver 2024, Alexandra a eu le plaisir de travailler avec une équipe d'étudiant.e.s dévoué.e.s, dans un dossier de défense des droits de travailleurs miniers. Elle travaille présentement dans un organisme communautaire dans Côtes-des-Neiges promouvant l'accès à la justice et aux services gouvernementaux et est chargée de dossiers à la Clinique d'information juridique de McGill.

Actuellement étudiante à la maîtrise en droit et société à l'UQAM après un baccalauréat en droit entre la France et le Québec, Louise Courtais a participé à la CIDDHU en tant qu'étudiante lors de la session d'hiver 2023. Elle a accompli un premier mandat, en partenariat avec Avocats sans frontières Canada (ASFC), touchant à l'égalité des genres au Salvador. Elle s'est ensuite impliquée auprès de la CIDDHU pendant la session d'automne 2023 en tant que case manager en appui à une équipe étudiante réalisant un mandat concernant le principe de légalité pénale pour ASFC au Honduras. Louise a continué son implication en tant que case manager pour un deuxième mandat à l'hiver 2024, cette fois-ci en lien avec les bris de scolarisation des enfants en situation de handicap en collaboration avec la Ligue des droits et libertés.

Louise Courtais



Emmy Labbé



Diplômée du baccalauréat en relations internationales et droit international à l'UQAM, Emmy complète actuellement un baccalauréat en droit à l'Université McGill, où elle est Présidente du Chapitre McGill du International Refugee Assistance Project et où elle est Coordinatrice du Disability Initiative pour le Centre des droits de l'homme et du pluralisme juridique. À l'automne 2021, elle a participé à la CIDDHU en tant qu'étudiante et elle a réalisé un mandat en collaboration avec Avocats Sans Frontières. Depuis, Emmy a réalisé un stage chez Amnistie internationale et elle a travaillé au Pérou dans deux cliniques juridiques pour les droits des personnes migrantes et pour les droits des personnes ayant un handicap. Elle travaille présentement dans un cabinet de droit de l'immigration à Montréal. Dû à sa passion pour la défense des droits humains, Emmy s'implique à nouveau avec la CIDDHU en tant que case manager pour un mandat reliant le droit international et le droit de l'immigration.

FINANCEMENT

UN SOUTIEN IMPORTANT

Une fois de plus cette année, la CIDDHU a pu compter sur le soutien financier de plusieurs associations étudiantes de l'UQAM, soit l'Association des baccalauréats interdisciplinaires des champs d'études politiques de l'UQAM (ABICEP), l'Association étudiante des cycles supérieurs en droit de l'UQAM (AECSD-UQAM) et l'Association des étudiantes et étudiants en droit de l'UQAM (AEDUQAM). Elle a également bénéficié d'un soutien de la Faculté de science politique et de droit de l'UQAM (FSPD) et du Département des sciences juridiques de l'UQAM (DSJ), ainsi que de l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM). La CIDDHU a également pu compter sur l'appui de la Communauté de recherche-action sur les droits économiques et sociaux (COMRADES) et du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH).

De plus, la CIDDHU est honorée de pouvoir compter sur les dons de collègues, anciennes personnes étudiantes et ami.e.s qui contribuent à son développement, année après année.



FAIRE UN DON

Malgré l'appui offert à la Clinique, nous continuons d'éprouver des besoins criants en matière de soutien financier pour garantir la poursuite de nos projets de défense des droits humains. Si vous désirez contribuer au succès de la CIDDHU, nous vous invitons à faire parvenir vos dons à la fondation de l'UQAM :

Par courrier :

Fondation de l'UQAM

Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec), Canada H3C 3P8

Tel : +1 (514) 987-3000 poste 4805

Fax : +1 (514) 987-6739

Courriel : fondation@uqam.ca

En ligne :

<http://www.fondation.uqam.ca>

Numéro d'enregistrement de
l'organisme :

11892 1808 RR0001



**Veillez prendre note que des reçus
peuvent être remis pour les dons qui
seront effectués!**



Université du Québec à Montréal
Département des sciences juridiques
Case postale 8888, Centre-Ville
Montréal, Québec
H3C 3P8
Canada

Tél : +1 (514) 987-3000 Poste 3892

Fax : +1 (514) 987-6739

Courriel : coordination.ciddhu@gmail.com

Site internet : <https://ciddhu.uqam.ca/>

Facebook : <https://www.facebook.com/LaCIDDHU/>

LinkedIn: <https://www.linkedin.com/company/104908699/>

Instagram: https://www.instagram.com/ciddhu_uqam/

UQÀM



**Clinique internationale
de défense des droits humains**